

La droite sanctionnée aux élections municipales

En amplifiant leur vote du premier tour, qui s'était traduit par une nette poussée de la gauche aux élections municipales et cantonales, les électeurs ont instauré, dimanche 16 mars, une nouvelle forme de cohabitation. Désormais, Nicolas Sarkozy préside un pays dont l'essentiel des pouvoirs locaux est détenu par l'opposition. A la tête, depuis 2004 et jusqu'en 2010, de vingt régions sur vingt-deux, la gauche contrôle désormais une nette majorité des départements. Elle en dirigeait 51 sur 101, auxquels devraient s'ajouter l'Ain, l'Allier, la Corrèze, les Deux-Sèvres, l'Indre-et-Loire, le Lot-et-Garonne, la Somme, le Val-d'Oise.

Marquées par une forte abstention, les municipales ont largement confirmé cette tendance. Depuis dimanche soir, le PS, qui a conquis Toulouse, Strasbourg, Reims et Saint-Etienne, détient sept des dix et quatorze des vingt plus grandes villes de France. L'UMP a cependant réussi à conserver Bordeaux et Nice, ainsi que Marseille, où Jean-Claude Gaudin l'a emporté d'une courte tête face à Jean-Noël Guérini. M. Gaudin devra diriger sa ville avec une très courte majorité au conseil municipal : 51 sièges contre 49 à la gauche et un au Front national. Ce sauvetage a sans doute permis à la droite d'éviter la débâcle. Le parti du président s'est également emparé d'Agen, de Calais (Pas-de-Calais), de Châtelleraut (Vienne) ou de Saumur (Maine-et-Loire).

Le PS, qui a souvent réalisé de gros scores au second tour, a dépassé l'objectif que lui avait fixé François Hollande de conquérir trente villes de plus de 20 000 habitants. Vingt-deux villes de plus de 50 000 habitants sont tombées dans son escarcelle. Outre Amiens (face à l'ancien ministre Gilles de Robien), Caen et Metz, bon nombre de villes moyennes ont basculé.

Union sacrée au PS. Les dirigeants socialistes se sont gardés de rééditer le scénario de 2004, lorsque les rivalités

internes avaient ressurgi immédiatement dans la foulée de leur victoire aux régionales. Au sein du PS, les vainqueurs sont au demeurant trop nombreux pour que l'un d'entre eux s'approprie le succès aux municipales. Bertrand Delanoë est conforté par sa facile réélection à Paris. L'ex-candidate socialiste à la présidentielle Ségolène Royal a payé de sa personne pendant la campagne. François Hollande emporte l'ancien fief chiraquien de la Corrèze. Et Martine Aubry revient dans le jeu à la faveur de sa large victoire à Lille.

Pour les socialistes, M. Sarkozy doit « corriger la politique menée ». Revenant que la gauche est « majoritaire en voix », M. Hollande a estimé que « le président de la République est obligé d'entendre le message des Français ». « Ses promesses en termes de pouvoir d'achat n'avaient pas été satisfaites. Le comportement qui a été le sien au sommet de l'Etat ne pouvait plus être accepté, notamment quant au respect des valeurs de laïcité et de justice », a-t-il ajouté. « Ce qui a été sanctionné, c'est à la fois une forme d'exercice du pouvoir et des mesures très injustes », a estimé M^{me} Royal. « Si le gouvernement est lucide et honnête, il faut qu'il réoriente sa politique », a déclaré l'ancien premier ministre socialiste Laurent Fabius.

La droite réfute tout « vote-sanction ». Estimant que la gauche n'a fait que rétablir « partiellement » sa situation par rapport aux municipales de 2001, François Fillon a jugé « malvenu de tirer de ce scrutin des leçons nationales ». « L'importance des enjeux locaux et la faible participation ne s'y prêtent pas », a ajouté le premier ministre, en qualifiant de « diffus et éparpillé » le « message » des électeurs.

Si le président du groupe UMP de l'Assemblée nationale, Jean-François Copé, a évoqué « un soir de défaite », nul n'a envisagé un changement de politique. « Il faut poursuivre les réformes plus vite, plus loin et plus fort », a déclaré le ministre de l'immigration, Brice Hortefeux.

Des réajustements à la marge. M. Sarkozy avait exclu par avance tout « grand remaniement ». Deux secrétariats d'Etat pourraient être créés, sur le Grand Paris et sur l'économie numérique. Christian Estrosi, nouveau maire de Nice, sera remplacé à l'outre-mer.

Quatre ministres battus. Dix-sept des vingt et un membres du gouvernement qui étaient candidats l'ont emporté. Le ministre de l'éducation nationale, Xavier Darcos, a été battu à Périgueux, Rama Yade à Colombes (Hauts-de-Seine), Christine Lagarde et Christine Albanel à Paris. La porte-parole de l'UMP, Nadine Morano, échoue nettement à Toul (Meurthe-et-Moselle), tandis qu'un proche de M. Sarkozy, Manuel Aeschlimann, perd la mairie d'Asnières (Hauts-de-Seine).

Défaite du MoDem. L'échec – sur le fil – de François Bayrou dans sa conquête de Pau et le revers subi dans la capitale – où le MoDem perd neuf des dix sièges qu'il détenait au Conseil de Paris – confirment, après les législatives de juin 2007, les difficultés du centre à occuper un espace autonome. Parmi les villes de plus de 30 000 habitants, le MoDem n'a conquis que Mont-de-Marsan (Landes).

Déception au Parti communiste. Le PCF, qui avait bien résisté au premier tour en s'emparant de Vierzon (Cher) et Dieppe (Seine-Maritime), perd deux de ses anciens fiefs de Seine-Saint-Denis, un département qui passe au PS : Aubervilliers et Montreuil, où la sénatrice et ancienne secrétaire nationale des Verts, Dominique Voynet, a battu le maire sortant (app. PCF), Jean-Pierre Brard.

L'échec du Front national. La liste FN, dont Marine Le Pen était numéro deux, a été nettement battue à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) par le maire sortant divers gauche Gérard Dalongeville. Ex-élu FN investi par l'UMP, Daniel Simonpieri n'est pas parvenu à se faire réélire à Marignane (Bouches-du-Rhône). ■

CAROLINE MONNOT

ET JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON

Les maires des villes de plus de 15 000 habitants

En mars 2008

PCF	47
PS	250
Verts	4
MRC	3
Divers gauche	32
Autres	14
Total gauche	350

MoDem 15

UMP	209
Nouveau Centre	11
Divers droite	37
Autres	5
Total droite	262



La couleur politique des villes en fonction de leur population

► NOMBRE DE MUNICIPALITÉS DÉTENUES PAR LA DROITE, LA GAUCHE ET LE MODEM

	Gauche		Droite	
	Maires en 2001	Maires en 2008	Maires en 2001	Maires en 2008
Global	291	350	342	262
Villes de 15 000 à 30 000 hab.	160	184	191	153
Villes de 30 000 à 50 000 hab.	66	82	80	61
Villes de 50 000 à 100 000 hab.	40	52	44	31
Villes de 100 000 hab. et plus	25	32	27	17

15 maires MoDem élus en 2008

Malgré les appels à la mobilisation, les scrutins ont été marqués par une forte abstention

LES APPELS à la mobilisation n'ont rien changé. Après un premier tour marqué par une participation record (66,5 %), le scrutin municipal du 16 mars se caractérise par une participation réduite, estimée autour de 65 % par les instituts de sondages, légèrement inférieure à celle enregistrée en 2001 (66 %), qui représentait le plus mauvais résultat depuis 1959. Pour les cantonales, la participation s'établit à 55,3 % en métropole, contre 56,1 % en 2001 pour la même série de cantons.

Comme pour le premier tour, la participation est nettement plus importante dans les territoires ruraux que dans les zones urbaines et dans les petites communes que dans les grandes villes. Les meilleurs scores sont notamment enregistrés dans des départements comme la Haute-Corse, la Lozère, le Lot ou le Cantal, où les taux de participation sont traditionnellement élevés. Les plus mauvais résultats sont enregistrés dans le Nord, en banlieue parisienne et dans la périphérie de Lyon. Les villes populaires, en particulier, connaissent des taux d'abstention

Une participation faible en zone urbaine

► TAUX D'ABSTENTION AU SECOND TOUR

(en pourcentage des inscrits)

Municipales 2001	38,3
Cantonales 2001	43,8
Présidentielle 2002	20,3
Législatives 2002	39,7
Cantonales 2004	33,5
Régionales 2004	34,3
Présidentielle 2007	16
Législatives 2007	40
Municipales 2008*	35
Cantonales 2008*	44,7

Source : ministère de l'intérieur

*Estimations, instituts de sondage

très élevés : 59,82 % à Roubaix, 58,09 % à Saint-Denis, 53,3 % à Villeurbanne, 51,53 % à Grigny dans l'Essonne.

Logiquement, la participation a évolué différemment, entre le premier et le second tour, selon l'issue plus ou moins prévisible des scrutins. Le nombre de votants a progressé dans des villes où les enjeux étaient particulièrement importants. A Marseille, la participation a augmenté de quatre points. La hausse a été de deux points à Strasbourg, trois points à Pau, cinq points à Toulouse et de plus de sept points à Amiens – des villes que la gauche a remportées.

Participation réduite à Paris

A l'inverse, la participation a diminué entre les deux tours dans des communes où les résultats ne faisaient aucun doute. Une baisse de près de quatre points à Clermont-Ferrand et de trois points à Rennes ou Brest, par exemple. La ville de Lille, où la victoire de Martine Aubry était attendue, connaît une des plus faibles participations avec 44,4 % de

votants, soit quatre points de moins qu'au premier tour.

Paris a également connu une participation réduite, avec seulement 56,2 % de votants, contre 64,1 % au second tour en 2001. Le nombre de votants a eu tendance à augmenter dans les arrondissements les plus disputés, comme le 5^e ou le 15^e. A l'inverse, il a diminué dans des arrondissements où les résultats étaient prévisibles.

Ces résultats interviennent après une année 2007 contrastée en terme de participation électorale. Après un nombre record d'inscriptions sur les listes, en 2006, l'élection présidentielle s'était caractérisée par une participation élevée (83,8 % au premier tour) tandis que les législatives enregistraient un chiffre record (60,5 %). Au total, pour les premiers tours, le ministère de l'intérieur a comptabilisé 37,2 millions de votants pour la présidentielle, 26,5 millions pour les législatives et 29,4 millions pour les municipales. ■

LUC BRONNER